SEANCE DU 21 MARS 2025

Date de la convocation : 03.03.2025

L'an deux mille vingt-cinq et le vendredi vingt-un mars à vingt-et-une heures, le Conseil Municipal régulièrement convoqué s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Laurent CHAPPELLIER, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 10

Etaient présents : Mmes et Mrs., CHAPPELLIER Laurent, LENNE Grégory, MEROT Josiane, BRES Pascal, de CHARENTENAY Fanny, MARTIN Alexandra, GIL Christelle, POIDEVIN Grégory et BERENGER Crystel

Etait absent : M. ABBO Alain.

Procuration : Néant.

Secrétaire de séance : MEROT Josiane

Le compte rendu de la séance précédente est lu et approuvé à l'unanimité

Objet : Compte de gestion 2024 du Trésorier

Monsieur Chapellier présente le compte de gestion du trésorier

Après s'être fait présenter les budgets primitif et les délibérations modificatives budgétaires de l'exercice 2024, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après avoir entendu le compte de l'exercice 2024,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2023, de celui des tous les titres de recette émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans les écritures.

Considérant que les chiffres sont conformes à ceux du compte administratif,

Après en avoir délibéré

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2024 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Déclare que le compte de gestion, dressé pour l'exercice 2024 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Objet : Compte administratif 2024

Monsieur Chapellier présente le compte administratif 2024.

Il fait apparaître :

En fonctionnement :

Un total de dépense de : 124 440.52 €

Un total de recettes de : 148 563.24 €

Soit un excédent courant de : 24 122 72 €

En investissement :

Un total de dépense de : 59 517.65 €

Un total de recettes de : 106 498.88 €

Soit excédent courant de : 46 981.23 €

Sur l'exercice on constate un excédent de 71 103.95

Après le report des résultats de 2024, on constate un résultat final de :

En fonctionnement, un excédent de : 37 634.92 €

En investissement, un déficit de : 627.68 €

Soit un solde de 37 007.24 €.

Après prise en compte des restes à réaliser (dépense d'investissement mandatées en 2025, mais rattachées comptablement à l'exercice 2024), on obtient :

En fonctionnement, un excédent de : 37 634.92 €

En investissement, un déficit de : 6445.68 €

Soit un solde de 31 189.24 €.

Monsieur Chapellier se retire, Monsieur Lenne prend la présidence de la séance et fait procéder au vote.

Le compte administratif est approuvé à l'unanimité.

Monsieur Chapelier reprend sa place.

Objet : Affectation du résultat

Le maire expose qu'en raison du déficit en section d'investissement, une affectation du résultat est obligatoire.

Après délibération le conseil vote à l'unanimité une affectation du résultat d'un montant de 6 445.68 €. Cette somme sera inscrite à l'article 1068 du budget primitif 2025.

Objet : Ouverture anticipée de crédits

Monsieur Chapellier expose que la facture de l'éclairage du terrain de boules, d'un montant de 777.60 €, a été mandatée, mais que, faute de crédits restants au chapitre 21 du budget 2024, le virement est bloqué.

Pour débloquer la situation, il propose de procéder à une ouverture anticipée de crédits.

Après en avoir délibéré, le conseil décide unanimement une ouverture anticipée de crédits d'un montant de 778 € au compte 21538.

Cette somme devra être portée au budget primitif 2025.

Objet : Protection sociale complémentaire- volet « prévoyance »

Monsieur Chapellier rappelle la décision prise le 17 novembre 2023 par laquelle la commune avait décliné l'offre de contrat du CDG 30 et préféré une participation directe, sous réserve de présentation par les agents concernés d'une attestation de souscription d'un contrat labellisé.

Cette participation sera obligatoire à compter du 01 janvier 2025 avec un minimum de 7 € par agent et par mois pour les risques incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès.

Il propose à l'assemblée d'instituer les modalités de participation à la protection sociale complémentaire dans le cadre d'une procédure de labellisation, selon un montant mensuel de participation en matière de prévoyance fixé à 7 € par agent.

Après avoir ouï l'exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal :

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.827-1 et suivants,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'avis du comité social territorial réuni en date du 06 février 2025,

DECIDE

- Article 1 :** D'instituer la participation à la protection sociale complémentaire en matière de prévoyance et d'en fixer l'application, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, selon les modalités exposées ci-dessus à compter du 01 janvier 2025.
- Article 2** Cette participation s'élèvera à 7 euros par mois et par agent.
- Article 3** Que le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Objet : Création de poste technique (agent, 1^{ere} cl 2^{eme} cl)

Monsieur Chapellier expose que l'agent technique va partir à la retraite le 01 juin prochain. La procédure règlementaire de déclaration de vacance de poste a été faite sur la plateforme du centre de gestion.

Ne sachant pas qui sera recruté pour pourvoir à son remplacement, et par conséquent quel grade aura ce nouvel agent, il lui semble préférable de créer un poste d'agent technique territorial 2^{eme} classe et un poste d'agent technique territorial 1^{ere} classe.

Ainsi, avec le poste d'adjoint technique territorial 2^{eme} classe existant, le nouvel agent pourra être recruté sans contrainte de grade.

Après avoir ouï l'exposé et en avoir délibéré, le conseil approuve unanimement ces créations de poste.

Objet : Sécurité incendie

Monsieur Chapellier expose qu'en raison de sa proximité avec un massif boisé conséquent le village est sensible au risque feux de forêt.

Dans le but d'atténuer ce risque, il propose au conseil de faire réaliser une aire de retournement destinée aux pompiers dans le bois du Pet-a-Pied.

Le coût de l'opération est estimé à 9 450 € HT, il propose de demander un financement au titre des fonds verts.

Le financement se résume comme suit :

Dépenses		Recettes	
Débroussaillage, broyage et évacuation des déchets verts	9 450	7 560	Subvention fonds verts (80 %)
		1 890	Part communale
TOTAUX	9 450	9 450	

Après délibération le conseil approuve ce projet, charge le maire de déposer la demande de subvention et l'autorise à signer toutes les pièces découlant de cette décision.

Objet : Questions diverses

Monsieur Chapellier expose que dans l'éventualité de l'installation d'un praticien médical sur la commune, la possibilité de l'installation d'une construction préfabriquée modulaire à coté de la remise va être étudiée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures 45 minutes.